

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4074 - Lundi 28 Février 2022 - Prix : 200 Fc

CRASH D'UN AVION D'AB AVIATION :

Mince espoir

VISITE DE MACKY SALL :

**Moroni et Dakar signent
sept accords de coopération**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**



Conférence de Presse des présidents Macky Sall et Azali Assoumani.

ÉDUCATION

Un séminaire de réflexion sur la formation et l'insertion professionnelle

Le programme d'appui à la formation et à l'insertion professionnelle « Msomo na Hazi » financé par l'Union Européenne, a réuni l'ensemble des acteurs pour apporter un éclairage sur ses secteurs d'intervention. Le séminaire avait pris la forme de quatre tables rondes qui se sont échelonnées du 23 au 24 février à l'hôtel Retaj, à Moroni.

La première table ronde 1 portait sur la mise en réseau des acteurs et le partage d'expérience. Les discussions ont porté sur l'identification des modalités de mise en réseau des acteurs de la formation et de l'insertion professionnelle les plus pertinentes dans le contexte comorien et dans le contexte spécifique de chaque île.

La table ronde 2 s'intéressait à l'insertion professionnelle plus par-

ticulièrement au partage d'expérience et à la formulation de pistes d'optimisation des pratiques. Et l'objectif visait à procéder à un partage d'expériences relatives à l'insertion professionnelle en vue de formuler des pistes d'optimisation des pratiques dans le cadre des projets dans le domaine de l'insertion et la formation professionnelle.

Par ailleurs, la table ronde 3 s'est focalisée sur les thèmes transversaux (genre, culture de la paix, changement climatique, environnement et nouvelles technologies) du Programme Msomo na Hazi. Les débats ont porté sur l'appropriation du processus d'intégration ces thèmes transversaux du programme. Ces thématiques ont fait l'objet de débats animés.

Quant à la table ronde 4, elle concernait le pilotage, la coordination des projets et la mobilisation de

l'expertise nationale et internationale et il s'agissait de tirer des enseignements sur les modalités de pilotage, de coordination des projets et de mobilisation de l'expertise expérimentée dans le système éducatif en vue d'en optimiser le pilotage, la coordination et la mobilisation. Il a été noté que le haut niveau des interventions des animateurs, qui par des analyses pertinentes ont permis aux uns et aux autres de mieux saisir les enjeux d'une formation professionnelle adaptée au contexte national.

Pour rappel, la convention de financement de ce programme sur un budget de 4,5 milliards de francs comoriens a été signée le 30 novembre 2020 et a démarré officiellement le 15 janvier 2021. Il a pour cible d'ici 2026, d'accompagner 6000 jeunes dont au moins 2400 filles pour les orienter, les former et les insérer vers l'entrepreneuriat, l'em-



Lancement du projet Kazana innovation pour l'emploi des jeunes

ploi dans les secteurs porteurs. Dans ce contexte, le renforcement du partenariat public-privé, l'économie verte et bleue, le numérique, l'égalité

du genre et l'emploi décent sont au cœur des priorités du programme.

Mmagaza

EMPLOI

Kazana innovation, pour des jeunes entrepreneurs plus compétents

La Maison de l'emploi avec l'appui de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a lancé le jeudi 24 février le projet du laboratoire d'innovation pour les compétences nommé (Kazana Innovation). Un projet qui permettra aux jeunes entrepreneurs de se démarquer sur leur marché mais aussi d'améliorer la productivité, réduire les coûts ou encore établir de nouveaux partenariats.

Partout dans le monde, les entrepreneurs s'adaptent dans l'innovation. Elle permet de faire plus, de produire davantage en moins de temps ou avec moins de facteurs de production. On peut créer plus simplement, plus rapidement et à moindre coût non seulement de la valeur ajoutée, mais aussi plus de richesse. C'est dans cette optique que la Maison de l'emploi des Comores avec l'appui de l'OIT a lancé le jeudi 24 février le projet du laboratoire d'innovation



Lancement du projet Kazana innovation pour l'emploi des jeunes

pour les compétences nommé (Kazana Innovation). Un projet qui permettra à ces jeunes entrepreneurs de se démarquer sur le marché, améliorer la productivité, réduire les coûts ou encore établir de nouveaux partenariats. Cela permettra aussi de prévenir le travail forcé, un sujet qui préoccupe le monde surtout en

Afrique.

« Notre jeunesse mérite une vie meilleure. Je tiens au nom du gouvernement à remercier les initiateurs de ce projet, en particulier l'OIT et le réseau des jeunes entrepreneurs. Les jeunes entrepreneurs qui sont là qui vont suivre cette formation dans ce laboratoire sont des ressortissants

de l'université des Comores. Cela fait partie des visions du chef de l'Etat d'appuyer la jeuneuse afin qu'elle puisse se démarquer. Se démarquer en créant sa propre entreprise, et d'avoir un travail décent », avance le ministre de la jeuneuse et de l'emploi, Dr Takiddine Youssouf. Et d'ajouter que « le président Azali Assoumani estime que l'émergence repose sur la jeuneuse notamment dans l'éducation. Espérons qu'à travers ce laboratoire les parties présentes seront capables d'améliorer leur entreprise ».

De son côté, le directeur général de l'OIT en Afrique résidant à Madagascar Koffi Agoussou se dit fier de ces jeunes entrepreneurs. « En 2021, l'OIT à travers son département « Compétence » avait lancé un concours international au niveau Afrique sur la prévention du travail forcé grâce aux compétences et l'apprentissage. Et avec une grande surprise et qu'aussi une évidence, c'est le réseau des jeunes entrepreneurs

Comores qui a gagné le concours. Ceci veut dire qu'il y a des compétences dans ce pays. Ce qui manque vraiment c'est comment les utiliser. C'est à ce titre que j'invite votre appui monsieur le ministre à aider les jeunes à utiliser leurs compétences pour améliorer leur savoir faire. Je suis certain qu'il y a d'autres jeunes qui sont prêt à être poussés », indique Koffi Agoussou.

Selon lui, le laboratoire d'innovation des compétences vise les femmes surtout ceux qui sont victime des travaux forcés et les personnes démunies. « Je saisis cette occasion pour inviter les femmes qui sont bénéficiaires de ce projet de bien saisir cette opportunité pour changer leur vie. Et se donner afin de se démarquer en termes de compétences et savoir faire. Car le travail forcé n'est pas bon », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

COOPÉRATION DAKAR / MORONI

Le Sénégal double le nombre de boursiers comoriens

En visite d'Etat d'Etat aux Comores sur la trace de ses prédécesseurs, marquée par l'amitié, le président Macky Sall a décidé de doubler les bourses d'études de 50 à 100 en faveur des étudiants comoriens. Les deux chefs d'États misent sur l'éducation et la formation comme force motrice du développement socioéconomique.

Le président de l'Assemblée nationale a reçu hier dimanche le président du Sénégal au Palais du Peuple. Devant les

députés, les membres du gouvernement et le corps diplomatique, Moustadroine Abdou a salué chaleureusement le président de la République du Sénégal pour cette visite qui vient sceller une fois de plus les liens de fraternité entre les deux pays. C'était l'occasion pour rendre un hommage à l'équipe nationale du Sénégal suite à sa victoire à la CAN au Cameroun mais également de le féliciter pour sa prise de fonction en tant que président de l'Union Africaine.

Dans son discours à la nation, le

président de l'Union Africaine et président du Sénégal Macky Sall a commencé par exprimer la compassion aux familles éprouvées par la tragédie du crash d'un appareil d'AB aviation survenu la veille au large de Mohéli. Il a ensuite expliqué que le Sénégal et les Comores ont le désir des acquis, d'enrichir mutuellement et de bâtir ensemble un futur solidaire sur la base de la complémentarité. « Je salue le Plan Comores Emergent visant à la transformation en profondeur de l'économie comorienne », avance le

chef d'Etat sénégalais. Ce dernier, mise avec son homologue dans la politique centrée sur l'éducation et la formation comme force motrice de développement socioéconomique.

« Je partage cette vision et ce volontarisme.... Il n'y a rien de mieux que l'éducation et la formation, des ressources humaines de qualité pour relever ce pays. Voilà pourquoi la formation des ressources humaine reste un des facteurs de notre coopération. C'est pourquoi j'ai décidé de doubler le nombre des

bourses d'étude de 50 à 100 pour les étudiants comoriens » précise celui qui encourage au dialogue inclusif pour la paix et la stabilité du pays. Pour rendre cette visite historique, les deux chefs de l'Etat Azali Assoumani et Macky Sall ont inauguré en matinée l'Avenue du Sénégal aux Comores situé à deux pas de l'Alliance française sur la corniche au nord de la capitale.

Andjouza Abouheir

CRASH D'UN AVION D'AB AVIATION :

Mince espoir

Jusqu'à dimanche en début de soirée, aucun corps n'a été retrouvé. Des plongeurs devraient explorer le périmètre identifié pour essayer de retrouver aussi bien l'appareil que les passagers.

L'espoir est mince. Très mince. Les équipes de recherches déployées au large de Mohéli dans la zone Djoiezi depuis l'après-midi du samedi ne sont pas parvenues à retrouver les passagers du CESSNA 209B exploité par la compagnie AB Aviation depuis une semaine à la date de l'accident. L'avion dont des débris ont été retrouvés avait à son bord 12 passagers de nationalité comorienne et 2 membres d'équipage de nationalité tanzanienne. D'après le ministre

des transports qui s'est rendu à Mohéli hier dimanche, une équipe de plongeurs devrait explorer les zones où pourrait bien se trouver l'appareil. Une lenteur qui amenuise de plus en plus l'espoir des proches des passagers et des membres d'équipage. Soit dit en passant, les familles du pilote et du copilote, tous deux de nationalité tanzanienne, ont été attendues à Moroni dans l'après-midi d'hier.

Dans un communiqué publié quelques heures après l'accident par AB Aviation, on apprend que l'avion a décollé de l'aéroport de Hahaya à 11h50 et a disparu des radars à environ 2,5 km de l'aéroport de Mohéli en mer. Il eut fallu attendre le soir du même jour pour que le délégué à la défense lève un pan du voile sur les circonstances de l'accident. Selon lui,

citant l'ASECNA, l'avion avait fait demi-tour après avoir essayé d'atterrir sans succès, à cause du mauvais temps. C'est dans ce laps de temps que l'accident a eu lieu. A 12h30, le système de surveillance d'AB Aviation a perdu le signal de l'aéronef. Quant à la tour de contrôle, ce n'est qu'à 12h40 qu'ils se sont rendus compte que l'appareil avait disparu de leurs écrans. C'est AB Aviation qui aurait remonté l'information aux agents de cette structure censée surveiller l'avion surtout à un moment crucial comme lorsqu'il n'était qu'à trois minutes de l'atterrissage (l'avion devait toucher le sol à 12h33).

Selon le délégué à la défense, la prudence était de mise car l'ASECNA lui a informé que l'avion avait une capacité de fuel pouvant le maintenir en vol jusqu'à 14H45. Heure au-delà

de laquelle l'avion peut être déclaré « en danger ». « A 15H30, on nous a dit que l'avion était à la plage de Mbatsé. Les recherches qui y sont menées par nos éléments de la gendarmerie n'ont rien donné. Nous avons continué à Domoni, ça n'a rien donné. Nous avons compris que c'était sans doute des faux renseignements », devait-il relater devant une myriade de journalistes et proches des passagers. Après ces recherches infructueuses, les autorités ont commencé à épilucher des images satellitaires pour localiser l'avion. En même temps, « j'ai pris contact avec l'ambassadeur de France pour nous mettre à contribution la marine française nous ne disposons pas des moyens nécessaires [pour trouver un avion logé à deux kilomètres des côtes] ».

La France a accédé à la requête

comorienne puisqu'elle a envoyé un avion depuis Mayotte, une île comorienne sous administration de Paris, pour appuyer les opérations de recherches. Deux intercepteurs des garde-côtes comoriens ont été déployés très tardivement en début de soirée. Selon le délégué à la défense, il eut fallu d'abord identifier la zone avant de lancer les recherches. Vers 18H45, les équipes de recherches ont retrouvé des débris de l'avion et des bagages. Quant aux 14 personnes qui étaient dans l'avion, leur sort devrait être connu aujourd'hui. Le chef de l'Etat Azali Assoumani a rencontré leurs proches hier à la cellule de crise installée à l'hôtel le Retaj pour les reconforter.

Andjouza Abouheir

VISITE DE MACKY SALL À MORONI :

Un accueil chaleureux

L'avion du chef de l'Etat sénégalais s'est posé à 9 heures 26 minutes sur le tarmac de l'aéroport international de Hahaya. Pour sa première visite, le président de l'Union Africaine fera 24 heures sur le sol comorien où des accords seront signés dans le but de renforcer les liens fraternels entre les deux pays.

C'est un accueil chaleureux qui a été réservé au Chef de l'Etat sénégalais, samedi 26 février par son homologue Azali Assoumani, accompagnée de la première et son gouvernement au grand complet. Vêtu d'un boubou blanc traditionnel, symbole de paix, Macky Sall est venu avec une forte délégation dont la ministre des affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur Aïssata Tall Sall. Cette visite est un signal fort pour le pays et une autre dimension histo-

rique puisqu'il s'agit du deuxième président sénégalais à fouler le sol comorien depuis Léopold Sédar Senghor, il y a 46 ans. De l'aéroport jusqu'aux alentours, l'on apercevait une foule nombreuse, des notables, des maires, des anciens étudiants formés au Sénégalais voir même la communauté sénégalais qui ont fait le déplacement pour ce moment historique.

Après la revue militaire Macky Sall a salué les plus hautes autorités du pays avant de prendre un bain de foule avec la population qui agitait des drapeaux sénégalais et des banderoles au rythme des danses traditionnelles. Présent, l'ambassadeur des Comores au Sénégal Ahmed Ben Said Djaffar s'est réjoui de cette visite, qui pour lui est un moment très important pour le pays. « C'est une grande fierté l'arrivée du président doit tous nous réjouir. Le pays gagne beaucoup du Sénégal



Accueil populaire de Macky Sall à l'aéroport de Hahaya

surtout sur l'éducation. Cette rencontre rentre dans la coopération bilatérale et cela va encore renforcer nos liens », renchérit-il.

Rencontrée à l'aéroport, Fatima Ahamada a exprimé sa joie « Je suis

venue à l'aéroport car ma fille est au Sénégal et vit au sein d'une famille sénégalaise. Si cela est possible, c'est grâce à la coopération qui existe entre les deux pays donc c'est une joie énorme que Macky

Sall nous rende visite, c'est un pas vers l'émergence de notre pays promise par notre Président », avance-t-elle.

À la sortie de l'aéroport jusqu'à l'hôtel Golden Tulip, des milliers d'hommes et de femmes se sont mobilisés pour accueillir le président sénégalais. Pour mémoire, le Sénégal fut l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance des Comores. En 1976, un accord a été signé entre Léopold Sédar Senghor président du Sénégal et son homologue comorien Ali Soilihi. Cette coopération est donc vouée à se renforcer sous l'impulsion des deux chefs d'Etat Macky Sall et Azali Assoumani, à travers la signature à Beit Salam de sept à huit accords sectoriels.

Andjouza Abouheir

VISITE DE MACKY SALL :

Moroni et Dakar signent sept accords de coopération

Le locataire de Beit-salam a accueilli son homologue sénégalais samedi après-midi où sept accords et une convention entre les deux chambres de commerces Dakar-Moroni ont été signés dans le but de densifier les liens fraternels entre les deux pays. Macky Sall a manifesté son soutien au président Azali pour son appel à la cohésion sociale. Selon lui, le chef de l'Etat comorien est sur la voix de la stabilité, de l'émergence et de la démocratie.

"Ses Comores et le Sénégal sont géographiquement distant de plus 7000 km, les cœurs et les esprits nous rapprochent et nous unissent », tel est le sentiment exprimé par le président de la République du Sénégal. Reçu samedi 26 février par son homologue Azali Assoumani à Beit Salam quelques heures après son arrivée

sur le sol comorien, le chef de l'Etat du Sénégal a expliqué que sa visite aux Comores s'inscrit dans une longue tradition suivie et entretenue bien avant les indépendances des deux pays et notamment dans le cadre des travaux parlementaires. Sept accords ont été signés entre les deux pays et une convention entre les deux chambres de commerce (Dakar - Moroni). Il s'agit entre autres d'un protocole d'accord sur la coopération culturelle, un accord de coopération dans le domaine de la santé, formation des diplomates, coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, etc.

Macky Sall a manifesté son soutien sans faille à Azali pour son appel à la cohésion sociale. « J'encourage vivement et soutiens le dialogue politique, national inter-comorien qui est nécessaire dans une démocratie en mouvement...

Aucun pays au monde n'a un modèle assureur de démocratie. Il appartient donc aux citoyens de se donner la volonté de construire ensemble les acquis. Mr le Président, vous êtes sur la voie de la stabilité, la voie de l'émergence et de la démocratie », déclare celui qui a demandé à Azali de jouer l'interprète au près du peuple comorien pour sa gratitude. Par cette occasion, le nouveau président de l'Union Africaine a été élevé à l'ordre du Croissant vert des Comores.

Dans sa prise de parole, le président Azali Assoumani a fait l'historique de la relation fraternelle existant entre les deux pays depuis l'indépendance à nos jours. Il a rendu un hommage au Sénégal connu comme étant le pionnier africain du pluralisme mais aussi un bel exemple de démocratie et de bonne gouvernance. « Le Sénégal est aujourd'hui une référence, un acteur

influent sur la scène internationale au service de la paix et du développement grâce notamment aux ressources humaines remarquables dans lesquelles, il a su investir et qui ont à leur tour su façonner votre pays et en faire l'une des plus belles réussites d'Afrique », souligne-t-il, avant d'ajouter que c'est dans ce sens que « nous avons pris l'engagement à travers la signature des divers accords, d'approfondir davantage notre coopération et de l'étendre aux domaines économiques, commerciaux, universitaire, etc. pour en faire un modèle de coopération dans le cadre d'une coopération que nous voulons exemplaire ».

Lors de l'entretien, plusieurs sujets ont été discutés parmi lesquels le Plan Comores Emergent (PCE) mais également le dialogue inclusif inter-comorien et sur l'actualité internationale et des défis

majeurs auxquels le continent africain est confronté, notamment les menaces extrémistes et terroristes, ainsi que les changements anticonstitutionnels qui sont intervenus récemment. « Nous avons, dans ce sens, discuté du rôle commun que nous devons jouer au niveau bilatéral et multilatéral, pour contribuer à la résolution des conflits qui risquent de compromettre l'avenir de notre continent... J'ai également rappelé au Président Macky Sall mon souhait de tenir dans un avenir proche, un dialogue national inclusif dans notre pays afin d'identifier, ensemble avec les différentes couches de la société, les actions pragmatiques à mettre en place pour renforcer l'unité, la paix et la stabilité dans le pays, éléments indispensables au développement », conclut-il.

Andjouza Abouheir

CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI

Dhoihir Dhoulkamal, de l'UE à la COI

Le ministre des affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal, accompagné du directeur général de la coopération, non moins, officier permanent de liaison auprès de la COI et de l'ambassadeur des Comores à Paris ont pris part à la 36ème session du Conseil des Ministres de la COI à Paris. Un rendez-vous qui tombe à point nommé après que le chef de la diplomatie comorienne a assisté à Bruxelles au sommet entre l'UE et l'UA.

Paris, il s'est tenu, le 23 février dernier, la 36e session du Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI) sous la présidence de la France. L'évènement intervient trois mois après le Conseil extraordinaire abrité par l'Île de la Réunion. Avant ce rendez-vous interministériel, rappelons que c'est le Comité des Officiers Permanents de Liaison de la COI qui s'était réuni le lundi 21 février au Quai d'Orsay, à Paris, pour la préparation à l'issue de laquelle, 14 décisions ont été adoptées avant la cérémonie de passation, à la tête de la présidence entre la France et Madagascar.

Dans son allocution en marge du Conseil des Ministres, le ministre Dhoihir Dhoulkamal a salué le travail remarquable accompli par la

présidence française en exercice de la COI et a souhaité bonne chance à son homologue Malgache qui prend le relais pour un mandat d'une année. « En effet, l'apport et l'accompagnement dynamique de la France dans le processus d'évolution institutionnelle de la COI, en cours, ouvre à notre organisation des perspectives prometteuses, dans le renforcement des liens de coopération des pays de notre espace », a-t-il rappelé soutenant sur les faits que « le développement des programmes consacrés à la formation professionnelle et à la coopération universitaire entre nos pays, constitue une avancée positive pour nos jeunes qui sont au cœur de cet avenir à bâtir ensemble ».

Le ministre a salué la mise en place des réformes et des initiatives novatrices au sein de l'organisation régionale. Il a aussi rappelé la nécessité absolue de travailler en harmonie pour faire face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Si la région Océan Indien semble être plus vulnérable, pour Dhoihir Dhoulkamal cela est accentuée en grande partie « par l'insularité qui nous caractérise et qui nous invite à développer des projets et des programmes répondant à cette spécificité géographique ».

Au cours de ce périple diplomatique en Europe où il a assisté à



Conseil ministre COI.

Bruxelles, au côté du Chef de l'Etat au 6ème sommet de partenariat entre l'Union Européenne et l'Union Africaine, le patron de la diplomatie comorienne a pris part, le 22 février 2022, au forum ministériel sur la coopération indopacifique qui s'est tenu à Paris, sous la présidence française de l'Union Européenne (UE). Autour des 3 panels thématiques sur les grandes problématiques mondiales, le

ministre a pris part à celui dédié à la défense et à la sécurité, véritable enjeu dans cette grande zone indopacifique.

Dhoihir Dhoulkamal a rencontré, en bilatéral, Rita LARANJINHA, Directrice Afrique du service européen pour l'action extérieure, et ses collaborateurs, notamment l'Ambassadeur et Chef de délégation de l'Union Européenne (UE) à Moroni. Accompagné du directeur

général de la coopération internationale, Imam Abdillah, le chef de la diplomatie a souligné l'importance de la coopération bilatérale entre les Comores et l'UE et a salué l'action de cette coopération qui est « visible au plus près de la population comorienne », une action appelée à être renforcée notamment dans le domaine des infrastructures et la gouvernance.

Mohamed Omar



EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN.ECHARGE.E DE PROGRAMMATION EN CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT ET D'APPUI A MAITRISE D'OUVRAGE

Intitulé du poste : Chargé en Travaux et Infrastructures pour le Projet AFIDEV

Pays : Moroni avec des déplacements dans toute l'Union des Comores

Mode de contractualisation : Contrat salarié via société de portage

Durée du contrat : 12 mois renouvelables

Objectif du projet AFIDEV

Le projet AFIDEV (appui aux filières d'exportation et au développement rural) a pour finalité d'améliorer la compétitivité et l'organisation des filières agricoles d'exportation (vanille, ylang-ylang, girofle) : il doit contribuer à augmenter les volumes et la qualité des productions, améliorer les revenus des acteurs et créer des emplois durables. Le projet est financé par l'Agence française de développement et mis en œuvre par Expertise France dans le cadre d'un accord de partenariat signé avec le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat (MAPETA).

Positionnement du chargé de programmation en construction et équipement et d'appui à maîtrise d'ouvrage

Le ou la chargé.e de programmation en construction et équipement et d'appui à maîtrise d'ouvragesera placé.e sous la responsabilité hiérarchique du Responsable Achat de la Cellule d'Appui Mutualisée (CAM) et collaborera avec le.achargé.e de travaux et infrastructures rattaché.e de la CAM. Sur le plan fonctionnel, le ou la chargé.e de programmation en construction et équipement et d'appui à maîtrise d'ouvragesera lié directement à l'ensemble des Chefs de projets faisant appel à son expertise. Il/elle travaillera en particulier sur le projet AFIDEV et, avec l'équipe projet, interviendra auprès des partenaires nationaux(MAPETA, INRAPE, ONAV, etc.)pour la coordination et la supervision au plan institutionnel, méthodologique et technique des activités de programmation, de conception, de réalisation, de suivi-contrôle, d'appropriation et de réception des constructions, ouvrages, infrastructures et autres équipements.

Missions à remplir

- Assurer la programmation, la conception et la réalisation des ouvrages et équipements, notamment ceux prévus dans le cadre d'AFIDEV : modalités de pilotage des opérations, identification et diagnostic des besoins et des attentes, rédaction de

termes de référence, cahiers des charges(ingénieur-conseil, bureaux d'études, entreprises de travaux, etc.) ;

- Contribuer à l'élaboration des appels d'offres, la sélection des prestataires, la formalisation des contrats et marchés, la supervision des prestataires, pour garantir la conformité technique des ouvrages et des équipements et leur qualité ;

- Accompagner et faciliter l'appropriation des ouvrages : animation de réunions et cadres de concertation avec les autorités compétentes et les éventuels co-bailleurs, contribution à la mise en place des organes de gouvernance et de gestion des infrastructures, participation au dispositif de suivi-évaluation (dont SIG), renforcement des capacités des acteurs publics et privés, réception des ouvrages en lien avec les services techniques compétents et bénéficiaires in fine ;

- Participer à l'élaboration des rapports périodiques et au pilotage global du projet AFIDEV.

Profil recherché

- Diplôme d'ingénieur ou d'études supérieures (bac+5 minimum) en génie civil, travaux publics, aménagement du territoire, urbanisme, architecture ou tout autre domaine en adéquation avec les missions à réaliser ;

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans au sein de projets de développement, et d'au moins 3 ans dans des fonctions liées à des prestations d'expertise, de coordination, de conduite d'études et de conseil dans un domaine technique lié à l'ingénierie et aux infrastructures, auprès d'acteurs techniques ;

- Excellente maîtrise des principaux outils de conception et de réalisation de travaux, notamment les logiciels de techniques de réalisation de travaux (autoCAD, Sketchupmake...).

Informations complémentaires

Offre complète disponible sur le site Expertise France à l'aide de ce lien <https://bit.ly/3JW72QU>

- Poste à pourvoir dès que possible. Merci d'adresser le CV et la lettre de motivation à l'attention de rh.comores@expertisefrance.fr au plus tard le 07 Mars 2022

COELACANTHES

Démission d'Amir Abdou, le jour d'après

La nature a cette particularité, qu'après avoir opéré reprend ses droits et se soucie peu des conséquences de son passage. A ce propos, le grand poète Réunionnais du 19e siècle Leconte De Lisle disait à juste titre "la nature se rit des souffrances humaines, et garde pour sa part le calme et la splendeur". Le départ du sélectionneur des coelacanthes a créé ce sentiment au sein de la population qui allie crainte et appréhension.

Comme toute fatalité, malgré son caractère inéluctable, elle finit toujours par surprendre. Le départ de Coach Amir Abdou bien que dans les tablettes depuis un moment, a pris tout le monde au dépourvu. De part sa scénographie, une déclaration par visioconférence, par l'endroit choisi, la présidence de la République que par le contenu même de sa déclaration. Si le message en soi ne souffre d'aucune ambiguïté « Aujourd'hui, j'ai décidé de quitter ce poste de sélectionneur après 8 années de ce qui me semble impor-

tant de ne pas tomber dans le piège de la stricte continuité ». Le fait de s'adresser directement aux plus hautes autorités du pays qu'à celles de la FFC a quelque peu alimenté la polémique. Passé le tintamarre de l'étonnement, il faudra poser la question essentielle. Que faire après le retrait du coach.

Annoncé un peu partout mais, avec persistance aux Mourabitounes (équipe nationale de la Mauritanie), ce retrait met au défi la FFC de lui trouver un remplaçant dans les meilleurs délais afin de faire face aux nombreuses échéances à venir. Ce saut vers l'inconnu inquiète d'autant plus que nous sommes à 3 mois (1er au 14 juin) du début des éliminatoires de la CAN 2023.

Le départ du sélectionneur va engendrer tout un déséquilibre dans toute la chaîne de prise de décision. Comment la fédération va gérer cette situation un mois avant l'unique match test des verts avant le début des éliminatoires de la CAN ivoirienne. Y a-t-il déjà des tractations au niveau du Comité Exécutif pour un éventuel remplaçant. On ne

saurait le dire mais, d'ors et déjà des noms commencent à circuler dans le petit monde du ballon rond.

L'ancien international Comorien, Djamel Bacar qui vient de finir ses diplômes d'entraîneur est cité parmi les sérieux candidats. L'autre nom qui revient sans cesse dans les commentaires est celui d'Ibrahim Rachidi, l'ancien capitaine des verts. Le Bielsa Comorien comme on l'appelle dans le milieu, est entrain de faire un travail remarquable depuis 2018 avec les U16 de l'Olympique de Marseille. Sans doute le choix de la FFC sera animé avant tout par un souci de stabilité. Changement dans la continuité pour éviter des grands bouleversements qui viendraient remettre en cause tout ce qui a été fait ces 10 dernières années.

Alors dans cette éventualité le nom de Younès Zerouk sonne comme le choix de la raison. Adjoint d'Amir Abdou depuis quelques années, il a le profil pour lui succéder. Sa connaissance du terrain, le lien affectif qu'il a créé avec les joueurs mais surtout son calme qu'il a démontré lors du 8e de



finale de la CAN fait de lui un candidat sérieux à la succession d'Amir Abdou. D'autres noms jusqu'à peu évoqués, commencent à raisonner semble-t-il dans la maison de la FFC sise à Oasis.

Selon un site qui se fait appeler "CAN 2023", la FFC serait en négociation pour s'engager les services

du sorcier blanc (Claude Leroy). Grand admirateur des Coelacanthes, l'ancien coach du Togo et champion d'Afrique avec le Cameroun en 1986, serait en bonne position pour reprendre le flambeau d'Amir Abdou.

AS Badraoui

SPORT

Arbitres et entraîneurs de football en formation à Mohéli contre les violences sur les terrains



Les arbitres de la fédération de Football ainsi que les entraîneurs des équipes ont bénéficié d'une formation permettant de lutter contre les violences dans les milieux sportifs notamment sur les terrains de football. La semaine dernière c'était le tour des arbitres et entraîneurs de la ligue de Mohéli.

Le ministère de la jeunesse et sport en collaboration avec la fédération de football des Comores a pris l'initiative de former les arbitres et les entraîneurs en espérant éradiquer les violences sur les terrains. Une équipe d'instructeurs fait le tour des îles pour cet objectif. Les arbitres de la ligue de Mohéli et les entraîneurs des équipes de première, deuxième et troisième divisions ont été à cette occasion invités dans une réunion

de formation et de partage d'expérience pendant 3 jours la semaine dernière à Fomboni.

Le but est de sensibiliser les entraîneurs ainsi que les arbitres sur les lois permettant de lutter contre les agressions mais aussi le comportement à adopter dans les milieux sportifs pour éviter les violences sur les terrains de jeux. « Les entraîneurs des équipes footballistiques sont les premiers acteurs concernés dans ce programme de lutte contre les violences en milieux sportifs » précise Elamine Ali Mbaraka (Aboulkhair) instructeur des arbitres au département de la Fédération de Football des Comores.

Le résultat attendu de cette formation c'est de rehausser la qualité du jeu et mettre fin aux violences sur les terrains de football. Et un focus a été porté sur les lois

de jeu pour l'arbitrage. « Aux Comores le football a pris un nouvel élan mais si les actes de brutalité s'invitent sur les espaces de jeux cela détruit l'image du pays et dévalorise le football » explique Elamine.

Pour lui, le niveau des entraîneurs des équipes de Mohéli est assez élevé. La loi 12 du jeu d'arbitrage qui fixe les hors jeu est bien maîtrisée. « La loi des hors jeu est difficile car un hors-jeu mal identifié pourrait créer des conflits surtout en cas d'un but marqué dont le joueur était hors-jeu » a-t-il indiqué. Les fautes tactiques ont été également discutées lors de cette réunion. « Je crois qu'à partir de cette formation, les agressions ainsi que les brutalités vont diminuer sur les terrains de football » espère l'instructeur Aboulkhairi.

Riwad

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement
Ministère de l'Economie, de l'Industrie et des Investissements
Chargé de l'Intégration Economique.

1^{er} Salon des ENTREPRISES aux Comores

Mars 2022

LIBERTÉ :

Notre journaliste Andjouza empêchée d'accéder au Palais de justice à cause de son pantalon

Le président du Syndicat national des journalistes dit condamner « avec la plus grande fermeté » la décision du vigile du palais de justice, et appelle le Parquet ou le Tribunal à présenter des excuses comme « aucun texte ne parle du mode vestimentaire de la femme ».

Andjouza a été désignée par la Rédaction pour couvrir le procès d'une affaire qui intéresse le journal. À son arrivée au portail du Palais de justice de Moroni, hier matin, un vigile lui a annoncé qu'elle ne pouvait pas entrer au motif qu'elle portait un pantalon. « Un autre vigile m'a demandé d'aller me changer et revenir », témoigne Andjouza, sous le choc. Cette énième atteinte à la liberté est dénoncée par les professionnels. Le président du Syndicat des journalistes Chamsoudine Saïd Mhadji dit « condamner avec la plus grande fermeté » la décision du vigile du palais de justice, et appelle le parquet ou

le tribunal à « présenter des excuses comme aucun texte ne parle du mode vestimentaire de la femme ».

La section comorienne de l'Union internationale de la presse francophone n'est pas en reste. Son président Toufè Maecha estime pour sa part que « nos institutions, au premier rang desquelles le Judiciaire, se doivent d'être des vecteurs de transmission des valeurs républicaines qui priment sur les autres valeurs religieuses et coutumières, pour que notre République puisse enfin se porter à merveille ». « Si l'agent connaissait au moins ses missions, une telle bévue serait évitée. Par ailleurs, j'ose espérer que la Rédaction de La Gazette et le Syndicat des journalistes ont saisi le ministère de la justice et le tribunal de Moroni pour dénoncer cette atteinte à la liberté », réagit Idjabou Bakari, ancien directeur de publication de Masiwa.

Pour Ali Moindjié, président du Conseil national de la presse et de l'audiovisuel, les violen-

ces psychologiques à l'encontre des femmes journalistes « ne sont pas acceptables et doivent être condamnées avec fermeté ». Il poursuit : « Il n'existe aucune loi dans ce pays interdisant aux femmes de porter un pantalon. Rien, absolument rien, ne fonde une telle mesure. Les femmes journalistes ont le droit constitutionnel d'aller et venir sans restriction et d'accéder aux lieux publics. Les pantalons des femmes ne font pas partie des problèmes à résoudre au regard des lois qui régissent ce pays et des traités internationaux qui nous lient ».

Pour rappel, en octobre 2020, une journaliste d'Al-watwan était refoulée de la Cour suprême pour sa minijupe. Ayant réalisé que cette décision unilatérale d'un agent n'avait aucune base légale, la plus haute juridiction a dans les heures qui ont suivi la bévue présenté ses excuses les plus plates à la Rédaction d'Al-watwan.

Nassuf Ben Ahmad

La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____

6 mois Montant : _____

12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces

Chèque n° _____

Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres

Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR – P171361)

“ SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LA SELECTION DES ENTREPRISES, BUREAUX D'ETUDES ET FOURNISSEURS POUR LE PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE ”

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour financer des contrats des travaux relatifs aux entrepôts et citernes de la Direction Générale de la Sécurité Civile sis à Moroni, Fombouni, Mitsamihouli sur la Grande Comore ; Patsy, Sima sur Anjouan et Fomboni, Nioumachoua sur Mohéli.

2. Objectif de l'AMI :

L'objectif de cet avis de manifestation est de faire un recensement et constituer une liste des entreprises capables de conduire de travaux d'envergure à la hauteur publics et bâtiments pour faciliter la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post- Kenneth et Résilience (PRPKR).

3. Les travaux par voie d'appels d'offres sont les suivants :

Travaux de construction de citernes de stockage d'eau de capacités avoisinant 500 à 1000 m³

Travaux de construction d'entrepôts de stockage de produits de dimensions allant de 15 m x10 m x 6 m à 45 m x 20 m x 6 m

Les soumissionnaires potentiels sont des entrepreneurs de travaux léga-

lement enregistrés, qualifiés et satisfaisants aux critères d'éligibilité, sont priés de manifester leur intérêt en envoyant, au plus tard le **lundi 21mars2022 à 14 h 00 (heure locale de Moroni)**, à l'adresse ci-dessus indiquée.

Adresse : Route de la Corniche, Unité de Gestion du Projet sis au 2ème étage du Bâtiment abritant la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire sur la Route de la Corniche à, BP 12 Moroni – Union des Comores ou bien par courriel à l'adresse suivant : cor.ugp.prpkr@gmail.com avec copie aux e-mails ci-dessous : rpm.ugp.prpkr@gmail.com, rpse.ugp.prpkr@gmail.com aux jours et heures suivantes : **du lundi au vendredi de 8h 00 -16h00.**

Le dossier de candidature doit comporter les références et montants pour des travaux similaires conduites, certificats ou attestations de bonne fin d'exécution, équipements techniques et matériels, listes du personnel (Ingénieurs, conducteurs des travaux y compris les CVs et diplômes certifiés et signés) et les chiffres d'affaires engrangés par l'entreprise sur les cinq dernières années (2017, 2018, 2019, 2020 et 2021).

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse susmentionnée ci-dessus.